

Assemblée générale ordinaire du 28 juin 2007

Rapport d'activités et Rapport financier Année 2006



**Voyageurs et
Marchandises**



www.tdie.eu

10, rue Washington

75008 Paris

Tél 01 44 13 31 08

Fax 01 44 13 31 21

Sommaire

1 TDIE, présentation sommaire

- 1 - TDIE, une association pluraliste, force de propositions auprès des pouvoirs publics
- 2 - TDIE, son champ d'investigation et de proposition

2 Activités internes en 2006

- 1 - L'évolution des adhésions 2005/2006
- 2 - Animation de l'association en 2006
- 3 - La modernisation et le toilettage des statuts
- 4 - La concrétisation d'un réseau de correspondants régionaux
- 5 - Les travaux du Conseil Scientifique
- 6 - L'animation des groupes de travail

3 Activités en direction de l'extérieur

- 1 - La reconnaissance médiatique de TDIE
- 2 - L'organisation de 5 séminaires et de 2 petits-déjeuners
- 3 - La création et l'animation d'un site internet
- 4 - Le lancement de la réactualisation du recensement

4 Rapport financier

- 1 - Comptes 2006 : éléments d'appréciation
- 2 - Les ressources
- 3 - Les dépenses
- 4 - Affectation du résultat
- 5 - Les résolutions adoptées à l'unanimité

1. Présentation sommaire de TDIE

1 - TDIE, une association pluraliste, force de propositions auprès des pouvoirs publics

TDIE est une association pluraliste représentant l'ensemble des acteurs des différents modes de transports (professionnels, élus nationaux et territoriaux, experts et universitaires). Son objectif est de promouvoir auprès des pouvoirs publics et du Parlement, ses réflexions et propositions au service d'une politique globale et ambitieuse des transports et des déplacements.

TDIE, créée en juin 2001, est co-présidée par **Philippe DURON**, co-président délégué, Député du Calvados et Président du Conseil Régional de Basse-Normandie et par **Michel BOUVARD**, co-président, Député de Savoie, Vice-Président du Conseil Général, Président du Conseil Supérieur du Service Public Ferroviaire. Cette association constitue une plate-forme de réflexions et d'échanges pour l'ensemble des acteurs publics et privés du secteur des transports.

Notre vocation

Dès sa création en 2001, TDIE avait demandé : un réexamen complet du dossier des infrastructures après l'adoption des schémas de services collectifs jugés insuffisamment opérationnels ; un débat national d'orientation sur les transports ; une réforme du système de financement des infrastructures ; la création d'un fonds national de financement des transports alimenté par des ressources affectées ; un schéma national multimodal des transports à l'horizon 2025.

Beaucoup de ces revendications ont été peu ou prou satisfaites depuis. TDIE poursuit donc résolument ses interventions en faveur des infrastructures de transport.

Nos principaux travaux antérieurs

- Étude de comparaison européenne relative au partage des financements des infrastructures de transport entre l'Etat, les collectivités locales, l'Union européenne et les opérateurs privés et publics (2005).
- Étude conjointe de TDIE et de l'INRETS de Lille portant sur les schémas régionaux de transports et le suivi de la loi responsabilités locales (2004)
- Création d'un groupe de travail sur le débat public, l'acceptabilité des projets d'infrastructures, la prévention et la gestion des conflits avec l'Institut Français de Géopolitique et organisation, en liaison avec la CNDP (2005-2006).
- Organisation avec le SGGOU, le CGPC, l'ACFCI du colloque « Logistique et territoire : attentes des entreprises et stratégies publiques d'aménagement et de transport » à Lyon (2004).
- Analyse de portée générale sur les évolutions des besoins de transports à 15/20 ans (2002).
- Recensement des projets régionaux de transports à 20 ans avec 22 monographies régionales, une synthèse nationale, puis une étude cartographique associée, contribution à l'élaboration d'un schéma multimodal de transports (2002-2003).
- Colloques sur le financement des infrastructures, l'élaboration d'un schéma national, les acteurs du transport et le développement durable, pour une politique des transports cohérente et efficace, sur les politiques de financement et d'investissement en infrastructures de transport, les comparaisons européennes et les enseignements pour la France...
- Elaboration d'un dossier aux parlementaires dans le cadre des débats à l'Assemblée et au Sénat (2003).
- Colloque sur le développement des implantations logistiques en France et ses enjeux pour les politiques d'aménagement en liaison avec les CGPC, SGGOU, ACFCI, et TLF (2003).

2 - TDIE, son champ d'investigation et de proposition

TDIE s'appuie sur :

Un Conseil des fondateurs et partenaires : composé actuellement des représentants de : ADPF (Association pour le Développement des Ports Français), ARF (Association des Régions de France), ADF (Association des Départements de France), FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics), FNTR (Fédération Nationale des Transports Routiers), RFF (Réseau Ferré de France), SETVF (Syndicat des Entrepreneurs des Travaux de Voies Ferrées de France), SNCF, Syndicat des Terrassiers de France, TLF (Fédération des entreprises de transports et logistique de France), USIRF (Union des Syndicats de l'Industrie Routière Française), VNF (Voies Navigables de France), ainsi que le Président du conseil scientifique et le Président d'honneur de notre association, M. Jacques OUDIN.

Un Conseil scientifique, présidé par Michel SAVY, qui rassemble : Jean BERGOUX, Alain BONNAFOUS, Nicolas BRUTIN, Jean CHAPON, Yves CROZET, Jean-Baptiste De PREMARE, André DOUAUD, Élisabeth DUPONT-KERLAN, Philippe DURON, Bernard FRISTCH, Guy JOIGNAUX, Nicolas LELEU, Jean-Pierre ORFEUIL, Olivier PAUL-DUBOIS-TAINE, Jean-Louis PERROT, Émile QUINET, Pierre SUARD, Philippe SUBRA, Alain VIVET.

Des groupes de travail couvrant l'ensemble des champs du transport : « Recensement des besoins », « Energie, transports et Environnement », « Comptes des transports, financement et tarification », « Décentralisation, jeux d'acteurs et équité territoriale », et « Acceptabilité sociale, débat public et concertation ».

Des adhérents

- **Transport, tous secteurs confondus** : APADIL, Avenir Transports, Syndicat des Terrassiers de France (Fondateur), Conseil National des Transports, Association des Utilisateurs de Transport de Fret, Eurotunnel, Fédération Nationale des Travaux Publics (Fondateur), Scetauroute.
- **Transport routier** : Comité des Constructeurs Français d'Automobiles, Union Routière de France, Fédération Nationale des Transports Routiers (Fondateur), Union des Syndicats de l'Industrie Routière Française (Fondateur), Association Française du Transport Routier International, Fédération des entreprises de transports et logistique de France (Fondateur).
- **Transport Ferroviaire** : Réseau Ferré de France (Fondateur), Avenir Rail, Fédération des Industries Ferroviaires, Syndicat des Entrepreneurs des Travaux de Voies Ferrées de France (Fondateur), RATP, Société Nationale des Chemins de Fer français (Fondateur), Union des Transports Publics Ferroviaires.
- **Transport aérien** : Union des Chambres de Commerce et d'Établissements Gestionnaires d'Aéroports (UAF), Air France, ADP.
- **Transport portuaire, maritime et fluvial** : Voies Navigables de France (Fondateur), Union des Ports Autonomes et des Chambres de Commerce et d'Industrie Maritimes, Comité des Armateurs Fluviaux, Association pour le Développement des Ports Français (Fondateur), Armateurs de France, Port Autonome de Marseille.
- **Associations nationales de professionnels ou d'élus** : Assemblée des Régions de France, Assemblée des Départements de France, Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie.
- **Collectivités locales, organismes publics** :
Conseils régionaux d'Alsace, d'Aquitaine, de Basse-Normandie, de Bretagne, de Haute-Normandie, du Languedoc-Roussillon, du Limousin, de Midi-Pyrénées, de Nord-Pas-de-Calais, de Pays de la Loire, de Poitou-Charentes, de Rhône-Alpes.
Conseils généraux de l'Ain, des Hautes-Alpes, des Alpes Maritimes, de Charente-Maritime, du Cher, de Corrèze, de Côte d'Or, des Côtes d'Armor, de Dordogne, de l'Eure, de Gironde, de l'Isère, de la Loire, de Loire Atlantique, du Loiret, du Lot-et-Garonne, du Maine-et-Loire, de la Marne, de Moselle, de la Nièvre, des Pyrénées-Orientales, du Rhône, de Haute-Saône, de Saône et Loire, de Savoie, de Seine-Maritime, de la Somme, du Var.
CCI de Cherbourg-Cotentin, Grand Roanne Agglomération.

Des échanges constructifs, fructueux et confiants avec les directions générales du Ministère en charge de transports. C'est ainsi que, depuis plusieurs années, la DGMT participe au financement de nos travaux prospectifs consacrés, notamment, au financement des infrastructures de transport et à leur acceptabilité sociale. Le présent rapport est aussi l'occasion d'en remercier publiquement les responsables.

2. Activité interne en 2006

1 - Évolution des adhésions 2005/2006

L'effort a porté dans deux directions :

- **augmenter le nombre des adhérents.** De ce point de vue, l'augmentation du nombre de collectivités locales adhérentes observé depuis 2004 s'est poursuivie, avec un total de 40. Concomitamment les efforts ont porté aussi sur les « professionnels », avec l'adhésion de la SNCF comme membre fondateur et partenaire. Des contacts approfondis avec d'autres acteurs de la mobilité porteront leurs fruits en 2007. Par contre, faute de temps, et par anticipation -en ce qui concerne les députés- des élections législatives de 2007, aucune action spécifique n'a été menée en ce qui concerne les adhésions parlementaires. Ce sera l'un des chantiers prioritaires en 2007. Toutefois, le fichier des « abonnés TDIE » à Infrastructures et Mobilités a été retravaillé dans cette perspective. Et un effort particulier de notoriété de l'association a été réalisé en direction des parlementaires européens.
- **percevoir effectivement le plus grand nombre de cotisations** d'adhérents. Le montant total est en légère augmentation.

2 - Animation de l'association en 2006

L'équipe de TDIE a été constituée en octobre 2001 avec deux personnes, un délégué général, M. Jean Baptiste de PREMARE, et une assistante de direction, Mme Cristilia MONTEIRO.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, M. Olivier DELEU a remplacé M. Jean Baptiste de PREMARE, devenu délégué général de l'Usirf, et Mme Sophie MEUNIER a remplacé, le 12 juin 2006, Mme Cristilia MONTEIRO, qui a réussi le concours de l'ANPE.

Cette équipe renouvelée a continué de travailler, comme depuis sa création, avec le soutien aussi actif que bénévole de collaborateurs des co-présidents, et intègre des stagiaires du DEA d'économie des transports de l'ENPC (Université Paris Val de Marne), de l'Institut Français de Géopolitique de Paris VIII et de l'ISMAPP (Institut du Management Public et Politique).

Ces collaborations en 2006 ont concerné :

- **Pierre VAN CORNEWAL**, Chef de cabinet puis Directeur adjoint du cabinet de M. Philippe DURON
- pour l'ISMAPP, **Melle Clémence FILY**, Ingénieur en environnement, d'abord dans le cadre de son master de Management Public et Politique depuis le 1^{er} décembre 2005 jusqu'au 31 mai 2006, puis en CDD, du 1^{er} juin 2006 au 31 janvier 2007, dans le cadre de la réalisation du Livre blanc 2007-2012 de TDIE, et spécialement du chapitre relatif à la conciliation entre mobilité et environnement, à l'animation du comité de pilotage ad-hoc, et à l'organisation d'un séminaire, le 20 décembre 2006, dans les locaux de RFF, en partenariat avec le mensuel Valeurs vertes « Transports, Énergie et Environnement ».
- pour l'Institut Français de Géopolitique de Paris VIII, **M. Aurélien SAUTIERE**, du 6 mars 2006 au 3 septembre 2006, dans le cadre de son stage, puis en CDD, du 4 septembre 2006 au 4 février 2007, pour la réalisation du Livre blanc 2007-2012 de TDIE, et spécialement du chapitre relatif à la garantie de la concertation sur l'opportunité et l'intérêt général des projets, à l'animation du comité de pilotage ad-hoc, et à l'organisation d'un séminaire, le 29 novembre 2006, dans les locaux de l'Assemblée

Nationale, « Maîtrise d'ouvrage et infrastructures de transport : porter les projets dans la concertation ».

- pour le DEA d'économie des transports de l'ENPC, **M. Benjamin DELPLANQUE**, dans le cadre de son stage de DEA, du 20 mars 2006 au 31 juillet 2006, pour le lancement de la réactualisation du recensement des projets d'infrastructures de transport à l'horizon 2025.

Comme toute association, l'animation de TDIE repose sur des réunions régulières de ses organes dirigeants. C'est ainsi qu'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire (*cf. supra*) s'est réunie dans les locaux de l'ADF le 31 mai 2006 et une assemblée générale ordinaire de fin d'exercice le 16 janvier 2007. Entre temps, le Conseil des fondateurs et partenaires s'est réuni à deux reprises, le 18 janvier 2006 et le 8 novembre 2006. Le bureau permanent, quant à lui, s'est également réuni à plusieurs reprises, pour assurer la vie quotidienne de l'association.

L'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2006 a porté sur les questions statutaires suivantes :

- adoption définitive des comptes 2005 - quitus au Trésorier
- point d'étape de la mise en œuvre du programme d'activité 2006
- point sur le fonctionnement des groupes de travail

L'assemblée générale ordinaire du 16 janvier 2007 a permis de fixer le montant des cotisations 2007 et d'approuver le budget prévisionnel.

3 - La modernisation et le toilettage des statuts

Tel a été l'enjeu de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2006.

Elle avait deux objectifs :

- . mettre les statuts en adéquation avec le fonctionnement effectif de l'association. Cela est passé par une redéfinition du bureau permanent, du Conseil des fondateurs, devenu Conseil des fondateurs et partenaires, et donc constitué de membres fondateurs et partenaires, ainsi que du Président du Conseil scientifique (nouvelle appellation du comité scientifique et technique) et d'un représentant de chacune des associations d'élus adhérentes, à savoir l'ARF et l'ADF.
- . moderniser les statuts et les rendre plus efficaces. Ainsi le Conseil Scientifique est désormais présidé par l'un de ses membres et peut, dès lors, se réunir hors la présence de l'un des co-présidents. De même, les compétences du conseil d'administration, qui ne se réunit en pratique jamais, sont déléguables par l'Assemblée générale au CFP qui, lui, se réunit régulièrement. L'existence d'un secrétaire-adjoint et d'un trésorier-adjoint n'est plus qu'éventuelle.

Après amendements en séance, les nouveaux statuts ont été adoptés à l'unanimité et déposés à la Préfecture de police.

4 - La concrétisation d'un réseau de correspondants régionaux

A l'occasion du lancement de la réactualisation du recensement des projets régionaux à l'horizon 2025, décision a été prise de diversifier au maximum les sources d'information, dans l'objectif, y compris en instaurant un échange de liens internet (en cours), de pérenniser avec des associations régionales ou interrégionales, une circulation de l'information tant ascendante que descendante. De tels partenariats ont été établis ou confirmés, courant 2006, avec l'Office consulaire interrégional du Sud-est et Eurosud, ainsi qu'avec l'APADIL. D'autres trouveront leur concrétisation en 2007.

5 - Les travaux du Conseil Scientifique

Le Conseil Scientifique, désormais placé sous la présidence du Professeur Michel SAVY, s'est réuni le 26 septembre 2006. Il a traité des questions suivantes :

- . réactualisation du recensement des projets de transport dans les régions françaises
- . programme de travail de TDIE
- . l'eurovignette et les recettes issues de l'activité transport
- . préparation de la plateforme politique de TDIE

6 - L'animation des groupes de travail

Dans la perspective de l'organisation de 5 séminaires thématiques dont les travaux avaient vocation, et ont effectivement nourri, la rédaction du Livre blanc 2007-2012 de TDIE (cf. supra), l'équipe de notre association a animé 2 groupes de travail :

▪ **Acceptabilité sociale, débat public et concertation.**

Ce groupe de travail a été présidé par le Professeur Philippe SUBRA, avec le concours, notamment, de M. Jean BERGOUGNIOU, membre de la CNDP ; Il a été animé au quotidien par M. Aurélien SAUTIERE, stagiaire puis chargé de mission à TDIE (cf. infra).

▪ **Environnement, énergie et transports**

Ce groupe de travail a été présidé par le Professeur Jean Pierre ORFEUIL, avec le concours du professeur Michel SAVY, président du Conseil Scientifique, et de M. Olivier PAUL-DUBOIS-TAINE, Ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire. Il a été animé au quotidien par Mlle Clémence FILY, stagiaire puis chargée de mission à TDIE (cf. infra).

Un troisième groupe de travail a été constitué pour piloter la réactualisation du recensement des projets réalisés pour le compte de TDIE, et après mise en concurrence, par le groupement de bureaux d'études SETEC et ISIS. Animé par le Délégué général de TDIE, il a notamment profité de l'expertise de Messieurs Jean-Yves PERROT, Nicolas LELEU et Jean-Baptiste De PREMARE.

3. Activités en direction de l'extérieur

L'ensemble des activités 2006 a été tourné vers la réalisation du Livre blanc 2007-2012 de TDIE, et du recensement des projets d'infrastructures de transport à l'horizon 2025. Elles ont été particulièrement denses et ont nécessité la poursuite de la collaboration engagée avec deux des trois stagiaires, sous forme de CDD.

1 - La reconnaissance médiatique de TDIE

Tout en gardant à l'esprit que cette identification est toujours éphémère et doit sans cesse être entretenue, nous avons voulu :

- nous doter des outils d'une réactivité à l'évènement. Nous avons créé, grâce notamment au soutien de la FNTP et de TLF, un fichier télématique de journalistes auxquels on peut diffuser en quelques instants un communiqué de presse ou un document.
- susciter des rencontres plus institutionnelles avec la presse sous forme de petits déjeuners de presse.

Nous en avons organisé 2 en 2006 autour des co-présidents, le premier pour présenter le programme de travail 2006 de notre association, le second de rentrée en septembre.

2 - L'organisation de 5 séminaires et de 2 petits-déjeuners

Dès lors que l'objectif principal de l'association était de publier son Livre blanc suffisamment tôt dans l'année 2007 pour peser sur les échéances électorales majeures de l'année 2007, le bureau permanent a fixé un rythme de travail particulièrement dense, la réalisation de ce document devant être autant que faire se peut interactive, en y associant le plus grand nombre d'intervenants, d'experts. Ainsi,

- deux séminaires de réflexion, d'une demi-journée chacun, ont été organisés en « point d'orgue » des travaux des groupes de travail précités. Le premier a eu lieu le 29 novembre et a permis d'alimenter le chapitre du livre blanc consacré à l'acceptabilité sociale des infrastructures de transport. Le second a été organisé, en partenariat avec le mensuel Valeurs Vertes, le 20 décembre, et a conduit à la rédaction du chapitre du Livre blanc consacré à l'environnement.
- trois autres séminaires de même format ont été organisés sur deux autres thèmes structurants du livre blanc, le financement des infrastructures (15 mars puis 4 octobre), ainsi que les jeux d'acteurs, la décentralisation et l'équité territoriale (le 16 janvier 2007).
- enfin deux petits-déjeuners thématiques, en partenariat avec notre partenaire Infrastructures et Mobilité, ont été organisés sur le renouveau de la politique portuaire, le 28 juin, et sur « routes et développement durable », le 22 novembre 2006.

Chacune de ces manifestations a donné lieu à une intense communication en direction de la presse et des parlementaires, députés et sénateurs.

3 - La création et l'animation d'un site internet

Après mise en concurrence de plusieurs sociétés spécialisées, notre association a passé commande à « Un océan d'avance » qui a réalisé pour notre compte un site internet simple dans sa structure, complet dans son contenu et sa documentation et facile à mettre à jour. Il a été correctement référencé sur Google. L'adresse, européenne, est www.tdie.eu. L'inauguration a eu lieu à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire 2006. Il a été ensuite constamment remis à jour. Toutefois, la pratique a permis de pointer certaines rigidités et certains archaïsmes qui seront corrigés en 2007.

4 - Le lancement de la réactualisation du recensement

Un premier recensement des projets d'infrastructures à l'horizon 2025, avec une importante et novatrice cartographie associée, avait été réalisé en 2002-2003. Ce travail extrêmement important et complet avait été unanimement salué et avait largement servi de support tant à la DATAR pour la préparation du CIADT de décembre 2003 que pour les débats parlementaires qui avaient précédé.

En 2006, dernière année théorique d'une génération de contrats de plan, et alors que le SDAURIF était mis en révision, qu'un bouleversement institutionnel entraînait effectivement en vigueur avec la décentralisation routière..., le bureau permanent de TDIE a jugé nécessaire de procéder à une réactualisation complète afin de nourrir, également, les débats électoraux de 2007.

Cette réactualisation a été entamée en 2006 et doit s'achever courant du 1^{er} semestre 2007. Elle a donné lieu à la réalisation d'un questionnaire à l'attention des conseils régionaux, à de nombreuses prises de contacts de tous ordres avec de très nombreux partenaires locaux (conseils généraux, FRTP, associations...), au dépouillement des réponses parvenues et à leur transmission aux bureaux d'études retenus.

Le groupe de travail ad-hoc s'est réuni à plusieurs reprises, avec ou sans la présence des bureaux d'études, pour aboutir à la validation définitive – en 2007 - de 3 documents : une synthèse nationale et une synthèse courte dénommée « l'Essentiel », et une fiche régionale par région métropolitaine.

4. Rapport financier

La structure comptable du bilan et du compte de résultat résulte de cette activité en soi assez typique, qu'il s'agisse, notamment, de la masse salariale ou des dépenses directement liées à l'organisation des séminaires.

Il est rappelé enfin qu'à l'occasion d'une 1^{ère} assemblée générale, le 16 janvier 2007 au Sénat, le budget 2007 de l'association a été adopté et le montant des cotisations 2007 fixé.

1 - Comptes 2006 : éléments d'appréciation

Le total des produits, y compris financiers, se monte à **337.905,36 €**, à comparer avec un prévisionnel à 333.502 € et un réalisé 2005 à 331.501,96 €.

Le total des charges se monte à **331.081,05 €**, à comparer avec un prévisionnel à 328.938 € et un réalisé 2005 à 328.937,33 €.

Le résultat net comptable est positif de 6.824,31 €.

Le total des produits est très légèrement supérieur aux prévisions du budget prévisionnel, malgré la baisse conjoncturelle de la subvention de l'Etat, en raison notamment de l'arrivée d'un plus grand nombre de collectivités locales que prévu initialement, d'où une hausse des cotisations statutaires.

2 - Les ressources

Les ressources se décomposent cette année en quatre parties :

- les cotisations des [membres fondateurs \(9\)](#), [membres simples \(22\)](#), [collectivités territoriales ou assimilées \(39 dont 11 conseils régionaux et 28 conseils généraux\)](#) : 160.968 €
- les contributions des fondateurs et partenaires : 139.175 €
- la subvention du ministère de l'équipement : 20.000 €
- une reprise de provision constituée à cet effet pour la création du site internet : 13.000 €.

3 - Les dépenses

Les dépenses se décomposent de la façon suivante :

- le fonctionnement courant, salaires et frais généraux : 225.087 €
- les dépenses de communication, d'exposition, de missions et de réceptions : 75 057 €
- les dépenses liées à l'actualisation du recensement (études et recherches) : 24.040 €
- dotations aux amortissements : 1 897,54 €
- dotations aux provisions risques et charges : 5 000 €

Il est à noter une diminution significative des dépenses de fonctionnement courant, liée à des efforts d'économies, et qui viennent compenser une augmentation conjoncturelle de la masse salariale (2 CDD notamment).

4 - Affectation du résultat

Il est proposé d'affecter le résultat positif de **6.824,31 €** au poste report à nouveau qui passera ainsi d'un solde positif de 20.898,41 € à 27.722,72 € (voir projet de délibération correspondante).

5 - Les résolutions adoptées à l'unanimité par l'AG

Première résolution

L'Assemblée Générale statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du bilan et du compte de résultat clos le 31 décembre 2005, ainsi que du rapport de gestion sur la marche de l'association pendant l'exercice social écoulé,

- approuve lesdits comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font apparaître un résultat net comptable positif de **6.824,31 €**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale statuant en sa forme ordinaire, décide, sur proposition du Trésorier,

- d'affecter le résultat positif de **6.824,31 €** au poste report à nouveau qui passera ainsi d'un solde positif de 20.898,41 € à 27.722,72 €.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale statuant en sa forme ordinaire, décide, sur proposition du Président, d'accorder le quitus sur sa gestion au Trésorier, M. Philippe GRESSET.

Olivier DELEU
Délégué général de TDIE
01 44 13 31 08
T.D.I.E@wanadoo.fr
Adresse : 10, rue Washington 75008 PARIS